



ONG participante dans la Plate-forme des droits fondamentaux de l'Union Européenne depuis 2010
ONG à statut consultatif spécial du Conseil économique et social des Nations Unies depuis 2009
OING à statut participatif auprès du Conseil de l'Europe depuis 2005

Déclaration de la Fédération Européenne des Centres de Recherche et d'Information sur le Sectarisme

Réunion supplémentaire de dimension humaine

LIBERTÉ DE RELIGION OU DE CROYANCE : LE RÔLE DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES ET DES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA PROMOTION DE CE DROIT POUR TOUS LES INDIVIDUS

9-10 novembre 2020 (en ligne)

La campagne de diffamation contre notre fédération perdure depuis de nombreuses années, principalement à travers des sites web. Des organisations défendant des sectes répandent des informations trompeuses concernant les objectifs et même les membres de notre organisation, souvent par le biais de sites anonymes, mais également sur des sites gérés par des associations liées à des sectes controversés. Ces mêmes organisations véhiculent même ces diffamations dans cette réunion.

Depuis un certain temps, tous les sites web des "apologistes de sectes" sont devenus plus audacieux. En effet, ils publient des articles enthousiastes sur le récent document de la Commission américaine pour la liberté religieuse internationale (USCIRF), qui condamne le "mouvement anti-sectes" et suggère même que l'administration américaine devrait s'opposer aux travaux de la Fédération européenne des centres de recherche et d'information sur le sectarisme (FECRIS) au sein d'organismes internationaux tels que l'OSCE elle-même. Selon eux, le mouvement anti-sectes produit des discours haineux et nie les droits de l'homme. Bien sûr, cela fait partie de la campagne de diffamation qui perdure depuis de nombreuses années contre ceux qui luttent pour limiter les abus et défendre les droits humains des victimes de sectes.

Permettez-moi de conclure en disant que l'USCIRF n'est ni internationale, ni neutre, ni une institution du gouvernement des États-Unis. Elle est utilisée comme un outil par ceux qui veulent nous éliminer. Le gouvernement français, quant à lui, par le biais de sa ministre de la Citoyenneté, Marlène Schiappa, vient d'annoncer sa volonté de renforcer la lutte contre les dérives sectaires
novembre 2020

Luigi Corvaglia